

Protocole de Madrid concernant l'enregistrement international des marques

Adhésion au Protocole de Madrid : Nouvelle-Zélande

1. Le 10 septembre 2012, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande a déposé auprès du Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) son instrument d'adhésion au Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques ("le Protocole"). Le Protocole entrera en vigueur, à l'égard de la Nouvelle-Zélande, le 10 décembre 2012.
2. Ledit instrument d'adhésion était accompagné des déclarations suivantes :
 - la déclaration visée à l'article 5.2)b) et c) du Protocole, selon laquelle le délai d'un an pour notifier un refus provisoire de protection est remplacé par un délai de 18 mois, et un refus provisoire fondé sur une opposition peut être notifié après l'expiration du délai de 18 mois;
 - la déclaration visée à l'article 8.7)a) du Protocole, selon laquelle la Nouvelle-Zélande souhaite recevoir une taxe individuelle lorsqu'elle est désignée dans une demande internationale, dans le cadre d'une désignation postérieure à un enregistrement international ou à l'égard du renouvellement d'un enregistrement international (au lieu d'une part du revenu provenant des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments). Les montants, en francs suisses, de ladite taxe individuelle feront l'objet d'un autre avis; et
 - conformément au statut constitutionnel de Tokélaou et compte tenu de l'engagement du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande en faveur de la mise en place d'un gouvernement autonome pour Tokélaou au moyen d'un acte d'autodétermination en vertu de la Charte des Nations Unies, la présente adhésion ne s'étend pas à Tokélaou sauf si une déclaration à cet effet, s'appuyant sur une consultation appropriée avec ce territoire, est présentée au dépositaire par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande.
3. L'adhésion de la Nouvelle-Zélande au Protocole porte à 87 le nombre de parties contractantes au Protocole et à 88 le nombre total de parties contractantes au système de Madrid. Une liste des membres de l'Union de Madrid, ainsi que des informations sur les dates auxquelles ces parties contractantes sont devenues parties à l'Arrangement et/ou au Protocole de Madrid, sont disponibles sur le site Web de l'OMPI, à l'adresse suivante : www.wipo.int/madrid/fr/members.